



Solidarité

THINK TANK EUROPÉEN POUR LA SOLIDARITÉ

WORKING PAPER

COLLECTION : DÉVELOPPEMENT DURABLE TERRITORIAL
ET POLITIQUE DE LA VILLE

LES FEMMES DANS LA VILLE,
CHANGEONS DE REGARD

FRANÇOISE KEMAJOU, JUIN 2006

Think Tank Européen *Pour la Solidarité*

Rue Coenraets, 66 – B – 1060 Bruxelles

Tél. : + 32 2 535 06 63 / Fax : +32 2 539 13 04

Email : info@pourolsolidarite.be / www.pourolsolidarite.be



Avec le soutien de la Direction générale de la Culture – Service général de la Jeunesse et de l'Éducation permanente – Service de l'Éducation permanente du Ministère de la **Communauté française de Belgique**

Introduction

Le développement de la cohésion sociale et de la mixité est un élément central de la politique des grandes villes. Or, dans le contexte actuel où les villes se voient confier des responsabilités de plus en plus grandes en matière de lutte contre l'exclusion, de réduction de la pauvreté et de développement local, les enjeux de la prise en compte de l'égalité entre les hommes et les femmes dans les activités urbaines demeurent cruciaux.

Être une femme aujourd'hui apparaît comme un facteur aussi discriminant que la couleur de la peau ou l'appartenance religieuse...

Aborder la thématique « Femmes et villes » ce n'est pas se limiter aux approches de pauvreté et d'exclusion car si ces axes d'analyse sont évidemment importants, ils risquent de réduire la question. Nous essaierons d'ouvrir une réflexion plus globale sur la manière de rendre la « ville aimable aux femmes ».

Selon Françoise Noël, professeure à l'ULB, deux données sont extrêmement importantes :

- la première est la perception par la ville de la condition féminine dans son ensemble et les omissions dues à la masculinisation de la société. Ici, nous retrouvons pleinement les dualités de genre ;
- la deuxième est l'hétérogénéité du genre féminin. En effet, il ne s'agit pas de considérer les femmes comme un ensemble unique et indivisible, mais comme un groupe de femmes différentes, singulières, colorées, issues de diverses cultures et donc nécessitant des démarches d'intégration spécifiques et adaptées.

Ces deux points qui sont à la base des développements ultérieurs seront à inclure dans une vision large de la politique d'insertion des femmes en général.

I. Être femmes dans un monde d'hommes

En dépit des volontés affichées par la majorité des classes politiques d'arriver à un développement égalitaire, le but est loin d'être atteint : aujourd'hui, la plupart des politiques de la ville reposent – plus ou moins consciemment – sur les acquis du modèle masculin dominant. Ce modèle s'appuie sur la famille dite de « référence » et est à la base de la discrimination entre hommes et femmes que nous vivons actuellement : un chef de famille (masculin) qui détiendrait les rennes du pouvoir ainsi que les cordons de la bourse et une épouse et les enfants dépendants.

Cette vision quoiqu'archaïque est toutefois encore très répandue dans les mentalités, malgré de nombreux « liftings » dans nos inconscients collectifs.

Selon la professeure Françoise Noël « *la production de la ville reste masculine.* » Ainsi, pour la ville de Bruxelles, qui compte plus de 992.000 âmes (sans compter les personnes qui y viennent uniquement pour travailler) et dont la moitié est constituée de femmes, plusieurs mises en œuvre pratiques de développement urbain se sont effectuées sans tenir compte des spécificités de la vie des femmes. En effet, alors que nous assistons actuellement au développement du phénomène de « rurbanisation », c'est-à-dire de la migration d'une certaine population citadine vers les zones périurbaines et rurales, ces déplacements de masses ne tiennent pas véritablement compte des impératifs toujours plus nombreux auxquels doivent faire face les femmes.

II. Femmes productives ou femmes professionnellement affirmées... mais encore dépendantes

« *La croissance urbaine – et péri-urbaine – tend à marginaliser les femmes.* ¹» Les difficultés sont nombreuses et en particulier pour un nombre croissant de femmes qui se retrouvent responsables de foyers avec des enfants à charge. Ainsi, en est-il :

- de l'accès à des logements décents et à des prix corrects ;
- de l'adéquation spatiale entre le lieu de résidence des femmes et leur lieu de travail (souvent un éloignement important) ;

¹ Citation du professeure Noël

- des emplois occupés pas les femmes logées sur ces territoires urbains périphériques. Ils sont pour la plupart centrés sur des secteurs déterminés tels que les services, où les femmes n'occupent pas de postes à responsabilité, mais des emplois subalternes peu rémunérés (relativement à un homme qui occuperait un poste similaire avec des connaissances égales). Ceci crée une précarisation de la condition féminine ;
- des horaires déterminés par un emploi du temps « masculin », ne permettent pas aux femmes de concilier les impératifs professionnels et personnels (horaires de travail mal ou peu adaptés aux horaires scolaires par exemple).

Pour palier à cela, accorder une plus grande importance aux « étapes » de la vie des femmes apparaît comme un axe de développement important, qui devrait orienter les politiques de développement urbain. Cela permettrait de mieux appréhender les difficultés qui jalonnent l'existence des femmes aujourd'hui.

Quant à la question de la sécurité, un des éléments de réponse est : l'inclusion. La ville n'est pas un ensemble uniforme, elle est constituée d'un ensemble de groupes. L'espace urbain se révèle dangereux dès lors qu'il est cloisonné. Il est important de permettre à toutes et à tous de participer aux activités citoyennes. Ainsi, une des pistes d'action serait de réorienter les politiques et les initiatives visant à définir des droits de la ville pour tous.

III. « La » femme ou un groupe hétérogène de femmes coloriées

La prise en compte des spécificités de la condition féminine s'accompagne également de la prise en compte de l'hétérogénéité de ce groupe.

Pour les femmes issues de l'immigration, les problèmes liés au genre sont encore plus importants. Ainsi, les femmes issues des minorités visibles sont plus fortement touchées par le chômage et se trouvent plus souvent dans des situations précaires que les hommes.

Les causes de cette précarité sont multiples mais celles-ci sont augmentées par le caractère « visible » de leur différence. De cette façon, les

femmes sont la plus grande catégorie de personnes recevant les revenus de l'insertion et des aides du CPAS.

Il ne faut pourtant pas en déduire que cette proportion importante est le résultat d'un manque d'initiatives féminines. Elle découle avant tout des suites logiques des choix à leur disposition, choix fortement marqués par les traditions et cultures des pays d'origine. S'affirmer en tant que femmes dans la société passe avant tout par une lutte pour s'affirmer en tant qu'individu à part entière.

S'intégrer ? Oui ! Mais comment ? Là est toute la question.

C'est dans cette optique que s'est développé le projet de l'Organisme d'Insertion Socioprofessionnel (OISP) La Bobine : donner aux femmes migrantes les armes pour conquérir leur liberté, par l'alphabétisation et la lecture. Ce projet est un bon exemple des actions menées en faveur des femmes migrantes. Cette action consistait à faire réaliser un film par des femmes de différentes cultures. De plus, ces femmes devaient s'exprimer dans de petites scènes. Au fur et à mesure de ce projet, elles ont redécouvert leur quartier et leur vie quotidienne, l'importance de l'apprentissage de la langue du pays d'accueil, le dialogue et la rupture de l'isolement. Par cette initiative, les femmes ont acquis plus de confiance en elles et gagné une nouvelle valorisation et autonomie au sein de leur propre famille.

IV. Laïcité, égalité, mixité : l'action de Ni Putes Ni Soumises

Laïcité, égalité, mixité, telle est la devise de l'association Ni Putes Ni Soumises².

Ce mouvement prône un nouveau féminisme qui s'oppose à l'affrontement des genres. La laïcité, l'égalité et la mixité sont les principales clés du combat de Ni Putes Ni Soumises, car ils sont les garants de l'égalité des sexes.

Pierre Efratas, Vice-Président du Comité belge de l'association réaffirme la mixité comme une valeur fondamentale de notre société : « *la mixité est un instrument fondamental du « vivre-ensemble »* ».

Les événements récents ont renforcé l'importance des actions en ce sens³.

Ni Putes Ni Soumises rappelle les dangers des replis communautaristes qui nient toutes possibilités de mixité, et portent intrinsèquement le danger de créer

² Pour plus de renseignements voir le site internet de l'association : www.niputesnisoumises.com

³ Nous faisons ici référence aux crimes racistes commis en mai 2006 à Anvers.

et de renforcer les inégalités hommes – femmes. C’est la séparation entre les sexes, que l’on voit trop souvent se développer (horaires de piscine réservés, cours d’éducation sexuelle non-mixtes, ...) qu’il faut tendre à éviter.

Il est nécessaire d’effacer les frontières qui séparent les deux sexes pour instaurer le respect. La séparation exigée par les traditions tend à creuser un fossé entre les hommes et les femmes et entretient l’inégalité entre les genres puisqu’on suppose que les femmes n’ont pas les mêmes compétences que les hommes et donc, les mêmes droits.

À travers son combat, Ni Putes Ni Soumises veut réaffirmer que les femmes ne sont pas des citoyens de seconde zone, mais bien des membres de la société à part entière avec les mêmes droits et les mêmes libertés.

À l’heure actuelle, le droit à la spécificité et à l’originalité des personnes tant à prévaloir sur le principe d’égalité. Pourtant on ne saurait trop insister sur le fait que ces deux droits vont de pair, et que l’un ne doit pas porter préjudice à l’autre. La prise en compte de la culture et des traditions de tous est très importante dans notre société ; cela dit, elle ne doit pas prendre le pas sur le respect de la liberté et de la dignité des personnes, et plus particulièrement des femmes.

Toute femme a les mêmes droits et libertés, quelles que soient sa nationalité, sa religion, sa communauté d’appartenance. Ni Putes Ni Soumises se bat pour faire reconnaître et respecter ces droits.

La mise en réseau des acteurs de terrain est également un élément capital dans la lutte contre les discriminations. En travaillant ensemble, ils peuvent confronter leurs expériences, trouver collectivement des solutions et échanger des bonnes pratiques.

La laïcité est un cadre démocratique qui garantit d’une part, la liberté de conscience et d’autre part, l’égalité de tous les citoyens... La laïcité est le garant de la cohésion sociale et de l’égalité de toutes et tous devant la loi. C’est à partir de ce principe de laïcité qu’il convient de travailler. L’accroissement de l’extrême droite provient, dans une certaine mesure, du fait que les politiques ne répondent pas aux problèmes de manière égale, libre et laïque.

Ni Putes Ni Soumises propose une politique basée sur la mixité et la diversité et non sur un système de généralisation qui ne reflète pas la réalité et peut s’avérer dangereux. Le travail de terrain de Ni Putes Ni Soumises répond

justement à ce besoin exprimé de sortir du cliché ethnique pour stopper les amalgames discriminants.

Conclusion

La population est multiple, appréhendons-la dans sa diversité ! Les relations hommes-femmes ne doivent pas être régies par des rapports de force. C'est en étant unis, toutes et tous, que nous arriverons à instaurer une véritable Égalité entre les hommes et les femmes.

Nous sommes tous, au quotidien, les acteurs et bâtisseurs de notre société. C'est donc à nous, individuellement et collectivement, de nous mobiliser pour faire de l'égalité de genre non plus un but à atteindre, mais une réalité.